

# Déclaration liminaire CGT et SUD Insee CTR du 19 mars 2015

L'avenir de l'Insee et de ses agents est en ce moment questionné de toutes parts.

En effet, le gouvernement a entamé une consultation importante en vue de décisions dans les prochaines semaines sur la réforme territoriale de l'État.

Au niveau inter-ministériel la réponse des administrations s'organise autour de la revue des missions.

Et au niveau de l'Insee le moyen terme sur Insee 2025 donne lieu à des réflexions mais surtout à des opérations de communication importantes.

Cet enchevêtrement de niveaux de décision pose de nombreux problèmes :

- d'une part, il rend impossible l'existence d'un dialogue social effectif : en effet, à chaque intervention syndicale, les niveaux décisionnels n'ont aucun mal à répondre qu'ils ne sont pas responsables de politiques qui leur sont imposées. Pourtant ils participent pleinement aux processus de décisions ;
- d'autre part, il rend illisible pour les agents qui remplissent des missions de service public le cadre dans lequel les décisions vont être prises : rien ne leur permet de s'assurer que le bien commun public et leurs conditions de travail seront pris en compte.

Pour exemple, l'Insee lance un vaste débat sur Insee 2025 auprès des agents. Même si nous pouvons être désabusés après avoir vu passer de nombreuses directions annonçant leur propre moyen terme « démocratique » puis prenant *in fine* des décisions qui ne l'étaient guère, nous n'avons pas voulu décourager toute velléité en ce sens.

Pour autant, la consultation Insee 2025 prend des allures anachroniques depuis que la revue des missions et la réforme territoriale laissent augurer de décisions fortement structurantes pour un avenir très proche.

Pourtant, la direction de l'Insee feint de l'ignorer : elle continue à organiser de grandes consultations sur l'avenir de l'institut à un horizon lointain, tout en mettant en place des groupes de travail qui, dans les coulisses, anticipent les conséquences pour l'Insee des décisions à court terme.

Dans le même temps, elle laisse chacun de ses services, à la DG comme en région, multiplier les restructurations, renvoyant ainsi au niveau local toutes les responsabilités sur l'avenir de l'Insee à court et moyen terme.

Cette même méthode est utilisée pour tout ce qui concerne les carrières et rémunérations des agents. Les organisations syndicales sont invitées à participer à de multiples groupes de travail, où les mêmes discussions ont lieu depuis des années, sans effet majeur sur les décisions prises au final.

Nous ne sommes pas venus aujourd'hui pour écouter ou « accompagner » les décisions déjà prises par la direction.

**Nous sommes venus porter un mandat clair et légitime, défini avec les agents que nous représentons.**

- **Nous sommes venus parler de l'Insee 2016-2017.**
- **De plus nous attendons des engagements très fermes de la direction pour garantir à long terme :**
  - **la défense des missions, travaux et moyens de la statistique publique, passant notamment par la pérennité de l'ensemble des implantations territoriales actuelles de l'Institut ;**
  - **la défense des emplois, carrières, rémunérations et garanties collectives de tous les agents de l'Insee.**